



ARRÊTÉ n° 2025-36
Arrêté portant réglementation temporaire
de circulation route de Landerneau pour
des travaux de maintenance des réseaux
d'assainissement

Le Maire de la Commune d'IRVILLAC,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;
Vu le Code de la Route, et notamment les articles R110-1, R110-2, R411-5, R411-8, R411-18 et R411-25 à R411-28 ;
Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992, livre I – 8è partie- signalisation temporaire ;
Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2008 relatif à l'attestation de conformité et aux règles de mise en service des panneaux de signalisation routière temporaire ;
Vu la demande d'arrêté de circulation, déposé par l'entreprise KERLEROUX-TP de Milizac, pour des travaux de maintenance des réseaux d'assainissement « route de Landerneau » à Irvillac.

Considérant que ces travaux peuvent occasionner des risques d'accident de la circulation ;

ARRÊTÉ

Article 1 : A compter du jeudi 28 août 2025, à 09h00 et jusqu'à la fin des travaux sur la RD N° 47 dans le bourg d'Irvillac, se fera sur une chaussée rétrécie, à hauteur du chantier.

Article 2 : Le stationnement sera interdit à hauteur du chantier sauf pour les services de secours.

Article 3 : La signalisation règlementaire sera mise en place par l'entreprise KERLEROUX-TP aux moyens de feux tricolores et de panneaux de chantier.

Article 4 : Monsieur Le Maire de la Commune d'Irvillac et Monsieur Le Commandant de la Communauté de Brigade de Plougastel-Daoulas sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en mairie, et publié dans la presse locale.

Copie adressée à :

- Entreprise KERLEROUX-TP
- Brigade de Gendarmerie de Daoulas et Plougastel-Daoulas
- ATD de Landerneau

À Irvillac, le 07 août 2025

Le Maire,
Jean Noël LE GALL.



Le Maire,
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent contrat peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rennes (3, contour Motte - 35000 RENNES) ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.